FLN

Saâdani charge le général Toufik et Belkhadem

C'est à partir de l'hôtel Ryadh, à Alger, que le très attendu secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani, a donc effectué, hier mercredi, sa véritable rentrée, après quatre mois d'absence. «Je me suis absenté un mois, et, aujourd'hui, je vais parler ouvertement» avertira-t-il d'emblée, face à une assistance composée des mouhafedhs ainsi que des cadres supérieurs du parti et de l'Etat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Outre une centaine de mouhafedhs, en effet, l'on comptait parmi l'assistance presque un tiers des membres de l'actuel gouvernement de Abdelmalek Sellal, en plus de hauts cadres comme le secrétaire général de la présidence de la République, Haba Okbi, le conseiller du président de la République, Benamar Zerhouni, ou encore le directeur d'Air Algérie et bien d'autres.

Ne manquaient à l'appel que le ministre de la Justice, Tayeb Louh et, surtout, le ministre du Tourisme, Abdelouahab Nouri, ainsi que le président de l'Assemblée populaire nationale, Larbi Ould Khelifa. La sortie de Ammar Saâdani était d'autant plus attendue par l'opinion que l'homme, connu pour ses déclarations fracassantes et dévastatrices, n'est plus apparu en public depuis fin mai dernier, pratiquement.

«Je dirai tout mercredi», avait-il promis dimanche dernier lors d'une sortie inhabituellement «pacifique». Et, effectivement, il reprend avec son discours. «Ceux qui misent sur l'échec du FLN se trompent. Je m'adresse à ceux qui veulent mettre le FLN au musée. Eh bien, qu'ils sachent que ce sera eux qui le seront.» Avec un mépris royal, il citera le fameux groupe des 14, composé d'anciens membres de l'ALN comme Fatma-Zohra Drif, le Commandant Azzedine, etc. «Ces 14 ou 19 ou 12, ou je ne sais quoi encore, ne sont en réalité qu'une seule et unique personne.

C'est cette même personne qui se prend pour Dieu !» Un peu plus loin, il nommera carrément sa cible : «Vous savez qui est derrière ce groupe des 14 ? C'est Si Toufik.» Encore une fois, l'ancien patron des services, le général Mohamed Médiène, est accusé d'être derrière tous les maux du pays par Saâdani. «Derrière tout cela, il y a Si Toufik. C'est lui qui rédige toutes les lettres. Vous savez pourquoi ? Car c'est lui qui est le pivot des officiers de la France en Algérie.

Aujourd'hui, il faut dire la vérité et cette vérité, il n'y a que le FLN qui peut la dire. Il est le meneur des officiers de l'armée que la France a implantés en Algérie.

Ce sont ces mêmes officiers qui ont fomenté un coup d'Etat contre le FLN en 1988 et qui ont géré toutes les périodes de transition. Ce sont les représentants de la France en Algérie. Mais après la venue du Président Bouteflika, que reste-t-il à la France en Algérie ? A la présidence de la République ? Il y a un Président moudjahid.

A la tête de l'armée ? Un autre moudjahid. A la tête des services de sécurité ? Un patriote qui, d'ailleurs, connaît tout sur chacun d'entre eux.» Après un long réquisitoire contre la France, chose du reste inhabituelle chez lui, Saâdani revient à la charge : «C'est Si Toufik qui est derrière un certain Nekkaz.

Il l'a ramené de France pour parasiter la présidentielle et la candidature de Bouteflika. Comme par hasard, dès qu'il y a un foyer de tension, Si Toufik y dépêche Nekkaz. C'était le cas à Ghardaïa, puis, Ouargla, puis In Salah, etc.» Le général Toufik ne sera, toutefois, pas la seule cible du jour pour Ammar Saâdani. Il consacrera, en effet, quelques phrases d'une rare violence pour son prédécesseur et ancien chef de gouvernement, Abdelaziz Belkhadem. Il y a aussi des militants traîtres, des militants au FLN qui sont les représentants de la France.

A leur tête, ce Belkhadem. Vous voulez savoir qui est ce Belkhadem ? Vous n'avez qu'à vous rendre chez lui, dans son village à Aflou, et vous verrez que sa famille est composée de traîtres qui servaient la France. Voyez également qui le soutient au FLN.

Pour cela, il faut vous rendre à Barika, à Biskra. Tous issus de familles de traîtres. Ce Belkhadem est un vrai charlatan. Il a utilisé l'islam puis la chkara (la corruption, Ndlr) et, aujourd'hui encore, il prétend qu'il est soutenu par le Président. Il me donne envie de rire.

Au fait, il me rappelle cette anecdote : dans les années 1970, un homme, qui s'appelait Messaoud, prétendait à Touggourt qu'il était le nouveau prophète. Il a fallu que la population lui donne une bonne correction et, roué de coups, il finira par dire qu'il n'avait agi que pour le bien de la communauté.» Pour Saâdani, Belkhadem n'est plus qu'un vulgaire fabulateur.

Sur sa lancée, il ne manquera pas d'évoquer, avec un mépris souverain, «l'opposition des hôtels», puis «Soufiane». Pour parler de Soufiane Djilali. «J'ai entendu dire que Soufiane va boycotter les élections. A croire qu'on a affaire à une puissance. Il faut vraiment mettre un microscope pour chercher ses troupes.

C'est du vrai mépris pour le peuple.» Tirant sur tout ce qui bouge, avec la même férocité, Saâdani évitera pourtant, cette fois-ci, d'évoquer Ahmed Ouyahia.

A aucun moment, ni dans son discours, ni lors de sa conférence de presse, Saâdani n'a eu le moindre mot déplaisant à l'égard de celui qui, pourtant, il y a à peine quatre mois, était sa cible privilégiée et qu'il attaquait régulièrement.

Par ailleurs, la session du comité central du parti a été fixée au samedi 22 octobre 2016 et ce, en une journée.

K. A.

LE PRIX DE RÉFÉRENCE FISCAL DU BARIL DE PÉTROLE FIXÉ À 50 DOLLARS POUR LA PÉRIODE 2017-2019

Le gouvernement réduit l'épargne pour financer la consommation

Les contours du «nouveau modèle économique» se dessinent dans le projet de loi de finances pour 2017. Il prévoit de réduire l'épargne publique et accroître la part de la consommation dans le PIB en maintenant le niveau des transferts sociaux à travers le soutien des prix des produits de base et la subvention des services publics.

Lyas Hallas-Alger(Le Soir) - Le projet de loi de finances pour 2017, approuvé avant-hier par le Conseil des ministres, hisse le prix de référence fiscal du baril de pétrole de 37 à 50 dollars pour la période 2017-2019. Le texte, qui prévoit 5635,5 milliards de DA de recettes et de 6883,2 milliards de DA, prône un «nouveau modèle de croissance».

En effet, ce «nouveau modèle» dont les contours commencent à se dessiner à travers ce projet de loi de finances pour 2017, prévoit de réduire l'épargne publique provenant du différentiel entre produits de la fiscalité pétrolière recouvrée et ceux budgétisés, c'est-à-dire la rente pétrolière et accroître la part de la consommation dans le PIB.

Le gouvernement escompte consolider la consommation pour soutenir la croissance. Et ce, en maintenant le niveau des différents transferts sociaux concédés à travers le soutien des prix ou la subvention des services publics. Le projet de loi de finances pour 2017, souligne-t-on, «traduit la volonté des pouvoirs publics de soutenir, à la fois, la croissance de l'économie ainsi que l'effort de l'Etat pour le développement social et notamment le soutien aux couches défavorisées».

Or, une telle démarche préjuge d'un outil productif performant ce qui n'est pas le cas en Algérie. L'économie nationale n'exporte presque rien en dehors des hydrocarbures et importe presque tous les produits de large consommation. La démarche reste en tout cas aléatoire à cause des coupes opérées dans le budget d'équipement, plafonné à 2300 milliards de DA sur la période 2017-2019, soit moins de 900 milliards de DA qu'en 2016 (-30% environ).

Elle est basée sur la distribution de la rente et préside plutôt à une volonté de calmer le front social et rassurer les clientèles du régime dans cette conjoncture économique rendue difficile par la frivolité des prix du pétrole.

Du déficit du Trésor

Dans ce contexte, il convient de souligner l'insuffisance de la fiscalité ordinaire qui reflète la fragilité de l'économie nationale. Les recettes ordinaires projetées par le gouvernement pour l'exercice 2017 sont de 2845,4 milliards de DA.

Elles couvrent à peine 40% des dépenses de fonctionnement prévues et qui s'élèvent à 4591,8. Et ce, en dépit de leur progression de plus de 3,5% comparativement à l'exercice 2016. Les transferts sociaux représentent 1630,8 milliards de DA, soit 35,5% du budget de fonctionnement et 23,7% du budget global.

Dans le détail, 413,5 milliards de DA seront destinés en 2017 à la subvention des prix des produits de base (céréales, lait, sucre et huiles alimentaires), 330,2 milliards de DA au soutien à la santé et 305 milliards de DA aux programmes nationaux de logement. «Le projet de budget pour 2017 reflète l'attachement de l'Etat à la justice sociale et à la solidarité nationale», se targue-t-on.

Ainsi, le gouvernement a dû budgétiser plus de revenus pétroliers pour pouvoir soutenir les finances publiques. «Dans son volet budgétaire, le projet de loi de finances vise la soutenabilité des finances publiques soumises depuis plus de deux années à une chute sévère des prix des hydrocarbures», souligne-t-on.

Selon les prévisions du projet de loi de finances pour 2017, la fiscalité pétrolière devrait rapporter environ 2200 milliards de DA (+13% par rapport à 2016) ce qui pourrait réduire le déficit budgétaire de 15% à 8%.

La démarche du gouvernement, qui hisse le prix de référence fiscal de 37 à 50 dollars, consiste donc au financement du déficit du Trésor qui ploie sous le poids des transferts sociaux.

En clair, le gouvernement compte allouer une partie des recettes que devait abriter le Fonds de régulation des recettes (FRR) au titre des trois prochains exercices au financement de la consommation. Parce que le FRR, créé pour sécuriser le financement des programmes d'investissements publics contre d'éventuels chocs pétroliers, n'a pas vocation à financer la consommation.

L. H.

Clôture du budget 2014

Le Conseil des ministres tenu avant-hier a également approuvé le projet de loi portant règlement budgétaire pour 2014. L'exercice a été clôturé sur un énorme déficit qui a été absorbé par le Fonds de régulation des recettes (FRR) : «7656 milliards de DA de dépenses engagées pour 3890 milliards de recettes collectées, soit un déficit de 3396 milliards de DA». Le projet de loi souligne néanmoins l'impact de la dépense publique au titre de cet exercice : «62000 nouvelles places pédagogiques dans le cycle moyen et 91000 autres au niveau du secondaire, 40 000 places pédagogiques et 38000 places d'hébergement dans le cycle supérieur, 355 000 logements réalisés, ainsi que 186 000 foyers raccordés au gaz, et 23 000 autres raccordés à l'électricité».

L. H.

Finance islamique

L'Algérie compte augmenter ses participations dans l'Institution islamique pour le développement du secteur privé basée à Djeddah en Arabie Saoudite. Le Conseil des ministres a approuvé le décret autorisant cette participation pour un montant de 6,17 millions USD libérables par tranches étalées sur quatre années. «L'Algérie est le 13e actionnaire parmi les 53 Etats membres de cette institution affiliés à la Banque islamique de développement (BID), qui œuvre au soutien du développement économique des pays membres de la Banque, à travers l'octroi de financements à des projets du secteur privé, en accord avec les prescriptions de la Charia», précise-t-on.

L. H.

Les Allemands de RWE rachètent les actifs de DEA à Reggane Nord

Le Conseil des ministres a approuvé le rachat par les Allemands de RWE des actifs de la compagnie DEA dans le périmètre de Reggane Nord où elle intervient en association avec Sonatrach. Il a également validé trois avenants à des contrats associant Sonatrach à la compagnie italienne Eni et la compagnie australienne BHP dans l'exploitation des périmètres de «Zemoul El Kbar, blocs 403a et 403b», ainsi que des périmètres de «Rhoude El Louh» et de «Sif Fatma». Ces avenants prolongent l'exploitation pour dix ans au profit de ces opérateurs.

L. H.

SON PLAN DE CHARGE POUR L'ANNÉE 2016 PIÉTINE

La SNVI tarde à livrer la commande de sa clientèle

Des représentants de plusieurs entreprises privées, publiques et d'institutions d'Etat ont exprimé, avant-hier, leur colère auprès de la direction générale de la SNVI contre le non-respect de cette dernière du protocole d'accord portant livraison de la commande prévue pour l'année 2016.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le plan d'urgence, décidé en décembre 2015 par le gouvernement en faveur de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), concerne la relance de la production pour la ramener à un «niveau acceptable», la satisfaction des clients dont certains attendent la livraison de leur commande depuis plusieurs années, et l'«apaisement du climat social». Or, la réalité sur le terrain est tout autre. Les commandes prévues pour l'année en cours ne sont toujours pas satisfaites et des clients se sont plaints hier auprès de la direction générale de la SNVI du «non-respect des engagements». Les représentants des travailleurs ont décidé de passer à l'acte et comptent interpeller, au début de la semaine prochaine, le premier responsable du groupe SNVI. «S'il y a un problème de management qu'on nous le dise ou s'il y a d'autres problèmes extra-entreprise qu'on le dise également. On n'acceptera jamais que notre entreprise retombe dans la même situation que nous avons vécue ces dernières années.

Nous avons bataillé dur pour que notre entreprise décroche un plan de charge qui lui permette de se relancer sur l'échiquier industriel national», nous explique le secrétaire général du syndicat du groupe SNVI, M. Bouadjadja. Pour rappel, après plusieurs mois de mobilisation syndicale durant l'année 2015 et l'appui du secrétaire général de l'UGTA, le département de l'industrie a réussi à débloquer la situation au profit du groupe SNVI, ce qui a permis de relancer son activité et «respecter ses engagements pour les 3 000 véhicules commandés pour 2018». Pour l'année 2016, le groupe SNVI est appelé à respecter l'échéance de la livraison de 1 250 unités, dont des camions, des tracteurs, des bennes, des citernes, etc.

Pour M. Bouadjadja «notre clientèle nous fait confiance et nous devons respecter nos engagements. Les travailleurs du groupe SNVI, conscients de l'importance de l'enjeu, travailleront sans relâche pour faire honneur à notre entreprise et aux responsables qui ont donné suite à nos doléances». Et d'ajouter : «Nous avons les moyens humains et matériels pour relever le défit et être à la hauteur de nos attentes.» Il est à noter que la clientèle du groupe SNVI se recrute notamment dans les institutions de l'Etat à l'image des ministères de l'Intérieur, de la Défense, de l'Agriculture, des Ressources en eau et autres entreprises économiques telles Naftal, Sonatrach, Seaal, ainsi que des entreprises privées.

Le groupe SNVI emploie 7 500 travailleurs, dont 80% ne dépassent pas les 35 ans, alors que le nombre de cadres ingénieurs est de 1 000 travailleurs tous sortant des universités et instituts algériens. Or, l'autre problème auquel fait face l'entreprise SNVI concerne les départs à la retraite massifs des cadres intervenant dans le domaine de la maîtrise. Selon notre source, ils sont près de 800 ouvriers spécialisés ayant plus d'une trentaine d'années d'expérience à avoir déposé leurs dossiers de départ à la retraite.

A. B.